

N-Calédonie : mission du Sénat pour "écouter" avant une reprise du dialogue politique

Nouméa, 24 juin 2022 (AFP) -

Une mission d'information du Sénat a entamé vendredi à Nouméa "un travail d'écoute" auprès des dirigeants calédoniens alors que les discussions sur l'avenir institutionnel de l'archipel doivent reprendre après le référendum sur l'indépendance du 12 décembre, boycotté par les indépendantistes.

"Nous sommes ici pour entendre, écouter et comprendre en prévision de l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie", a déclaré à la presse François-Noël Buffet (LR), président de la commission des lois, à la tête de cette mission qui a auditionné début juin plusieurs experts juridiques.

Il a souhaité que le Sénat joue le "rôle d'une institution de confiance et de sagesse" dans l'élaboration d'une nouvelle solution institutionnelle pour l'archipel, dont le processus de décolonisation dans le cadre de l'accord de Nouméa (1998) arrive à son terme.

La mission, également composée des sénateurs Jean-Pierre Sueur (PS) et Philippe Bas (LR), va s'entretenir avec les principaux responsables locaux dont le président du gouvernement collégial, Louis Mapou, le président du Congrès, Roch Wamytan et la présidente de la province sud, Sonia Backès.

Ils se rendront dans les trois provinces et assisteront dimanche à l'inauguration hautement symbolique à Nouméa d'une "place de la paix" où trônera une statue de la poignée de main entre le leader loyaliste Jacques Lafleur et son homologue indépendantiste kanak, Jean-Marie Tjibaou, en 1988 lors de la signature des accords de Matignon.

Ces accords avaient ramené la paix après des années de violences meurtrières.

La mission du Sénat intervient après le troisième et dernier référendum sur l'indépendance de l'accord de Nouméa, remporté haut la main le 12 décembre 2021 par les pro-France (96,5%) mais boycotté par les indépendantistes, qui en demandaient le report à cause de la crise sanitaire.

Ce scrutin, dont le résultat n'est pas reconnu par le FLNKS, a radicalisé les positions : les loyalistes réclament un "statut définitif dans la France" tandis que leurs adversaires ne veulent discuter que "de l'accession à la pleine souveraineté".

La ministre des outre-mer, Yaël Braun-Pivet, devait effectuer un déplacement en Nouvelle-Calédonie cette semaine, pour amorcer une reprise des discussions politiques, mais en raison de sa candidature à la présidence de l'Assemblée nationale, elle l'a annulée.

cw/ob

Afp le 24 juin 22 à 06 18.